

# Prestation d'insertion professionnelle en quartiers prioritaires pour des missions de nettoyage de l'espace public

## Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°

2025029

Date limite de remise des plis

**02/06/2025 à 12:00**

Procédure de passation

**Procédure adaptée ouverte**

(Articles R2123-1 3° - Services sociaux - Code de la  
commande publique)

# 1. ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

## ■ Acheteur :

### Ville de Saint-Brieuc

Mairie de la Ville de Saint-Brieuc

1 Place du Général de Gaulle

CS 72365

22023 SAINT-BRIEUC CEDEX 1

Courriel : [marchespublics@sbaa.fr](mailto:marchespublics@sbaa.fr)

Site internet : <https://www.saint-brieuc.bzh>

## ■ Description de la prestation :










Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Prestation d'insertion professionnelle en quartiers prioritaires pour des missions de nettoyage de l'espace public**

*La présente consultation a pour objet des prestations visant et facilitant la réinsertion socioprofessionnelle des habitants des quartiers prioritaires de la ville de Saint-Brieuc, qui sont durablement exclus du marché du travail et qui relèvent des dispositions d'insertion.*

*A cet effet, la ville confiera au titulaire des tâches socialement utiles, liées à l'entretien de l'espace public dont le contenu et les modalités sont décrits au CCTP, et sur la base desquelles il s'engagera dans une démarche de soutien permanent à la qualification et à la (ré)insertion professionnelle complétée d'un dispositif d'accompagnement spécifique de chacune des personnes recrutées.*

Code CPV	Libellé CPV
75231240-8	Services de réinsertion

## ■ Caractéristiques principales du contrat :

	Objet du contrat	Prestation d'insertion professionnelle en quartiers prioritaires pour des missions de nettoyage de l'espace public
	Acheteur	Ville de Saint-Brieuc
	Type de contrat	Marché ordinaire de services
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	Secteurs de la Croix Saint-Lambert et de Balzac Europe-Ginglin à Saint-Brieuc
	Durée	1 an - 3 reconductions
	Pénalités	Se référer aux dispositions du CCAP
	Variation des prix	Se référer aux dispositions du CCAP
	Nature des prix	Prix forfaitaires

## ■ Allotissement et structure de la consultation :

La consultation n'est pas décomposée en lots pour les motifs suivants : impossible d'identifier des prestations distinctes.

Elle est décomposée comme suit : une période initiale (1 an) et 3 reconductions (1 an chacune).

## ■ Conditions particulières d'exécution des prestations - Marché réservé :

### a) L'engagement d'insertion

Le présent marché, est un marché réservé par application des dispositions de l'article L.2113-14 du code de la commande publique qui prévoit qu'un acheteur peut réserver un même marché ou un même lot d'un marché à la fois aux opérateurs économiques qui répondent aux conditions de l'article L. 2113-12 et à ceux qui répondent aux conditions de l'article L. 2113-13.

- L'article L2113-13 concerne les marchés réservés pour les structures d'insertion par l'activité économique : « Des marchés publics ou des lots d'un marché peuvent être réservés à des structures d'insertion par l'activité économique mentionnées à l'article L. 5132-4 du code du travail et à des structures équivalentes, lorsqu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs défavorisés ».

Aux termes de l'article 13 du décret du 25 mars 2016, la proportion minimale de travailleurs défavorisés est fixée à 50%.

Il s'agit d'une nouvelle modalité d'achat socialement responsable proposée aux acheteurs publics qui peuvent solliciter directement des SIAE en leur réservant des marchés ou des lots.

- L'article L2113-12 Concerne les marchés réservés pour les structures du handicap « Des marchés publics ou des lots d'un marché peuvent être réservés à des entreprises adaptées mentionnées à l'article L5213-13 du code du travail, à des établissements et services d'aide par le travail mentionnées à l'article L344-2 du code de l'action sociale et des familles ainsi qu'à des structures équivalentes, lorsqu'elles emploient une proportion minimale, fixée par voie réglementaire, de travailleurs handicapés qui, en raison de la nature ou de la gravité de leurs déficiences, ne peuvent exercer d'activité professionnelle dans les conditions normales »

Si une partie des prestations est sous-traitée à d'autres entreprises, le titulaire du marché devra respecter la condition d'exécution relative à la clause d'insertion sociale par l'intermédiaire de ses sous-traitants.

En cours de marché, « le maître d'ouvrage » pourra demander tous les renseignements relatifs à la mise en œuvre de l'action d'insertion : nombre de personnes affectées, nombre d'heures effectuées , etc....

### b) Évaluation de l'insertion

#### – Justification de la démarche d'insertion

Le titulaire s'engage à faire remonter tous les six mois, un document bilan présentant la démarche d'insertion. Ce document fera obligatoirement figurer le nombre d'heures réalisées par les salariés sur le site et les actions de formations. Le titulaire pourra y apporter toute autres informations justifiant de la démarche d'insertion.

#### - Évaluation de la démarche d'insertion







Dans un souci de promotion et de communication de l'action d'insertion, le titulaire devra préparer un bilan et le transmettre au maître d'ouvrage dans le mois suivant la reconduction ou la fin du marché. Le bilan devra faire apparaître des éléments quantitatifs et qualitatifs sur la réalisation de l'engagement des entreprises attributaires (nombre d'heures effectivement consacrées à l'insertion et des difficultés rencontrées, etc...) et sur la situation des personnes en insertion (nombre de personnes ayant bénéficié de l'opération, situation en fin de chantier, etc...)

## 2. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

### ■ Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Articles R2123-1 3° - Services sociaux - Code de la commande publique).

### ■ Déroulé et planning indicatif de la consultation :

	Publication de la consultation	avril 2025
	Retrait du dossier de consultation, élaboration et remise de l'offre par le candidat	avril-mai 2025
	Ouverture des plis, examen des candidatures et des justificatifs	juin 2025
	Analyse des offres, négociation, audition, demandes de précisions éventuelles	juin 2025
	Classement des offres et attribution du contrat	juillet 2025
	Information des candidats non retenus, signature et notification du contrat	juillet 2025

### ■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://marches.megalisbretagne.bzh>.

### ■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Règlement de la consultation (RC)
- CCAP
- CCTP
- Annexes au CCTP (cartes de secteurs)
- Acte d'engagement (AE)
- DPGF (Décomposition du prix global et forfaitaire)
- Cadre de réponse technique

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

### ■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de 120 Jour(s) à compter de la date limite de réception des offres.

### ■ Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://marches.megalisbretagne.bzh>.

## 3. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

### ■ Réponse et groupement :

En cas d'attribution du contrat à un groupement, l'acheteur se réserve la possibilité d'imposer la forme d'un groupement conjoint avec mandataire solidaire.

### ■ Variantes :

Les **variantes à l'initiative des candidats** ne sont pas autorisées.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

1) A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
<b>Situation juridique</b>	
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie)</i>
<b>Capacité technique et professionnelle</b>	
Moyens humains	<i>Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années</i>
Moyens techniques	<i>Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature</i>
Preuve de la reconnaissance du statut de structure d'insertion par l'activité économique ou de structure équivalente	<i>Justificatif démontrant que le candidat est une structure d'insertion par l'activité économique (SIAE) ou une structure équivalente répondant aux mêmes conditions</i>
Références services	<i>Liste des principaux services effectués (3 dernières années) indiquant le montant, la date et le destinataire, prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique</i>

**Présentation des documents :**

Le candidat devra présenter ces documents :

- soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf)
- soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

2) L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	<i>Acte d'engagement, intégralement complété, <b>en format modifiable et non signé</b></i>
DPGF	<i>Décomposition du prix global et forfaitaire et décomposition par intervenant, en format modifiable et en format pdf</i>
Cadre de réponse technique	<i>Cadre de réponse technique entièrement complété, sans renvois vers un mémoire technique ou une note méthodologique</i>

**Présentation des documents :**

Le candidat devra présenter ces documents dans des fichiers distincts (exemple : AE.odt, DPGF.pdf...).

**■ Modalités de remise des offres :**

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://marches.megalisbretagne.bzh>.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Service de la Commande Publique  
5, rue du 71<sup>ème</sup> Régiment d'Infanterie  
22000 SAINT-BRIEUC

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire de manière électronique.

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

**■ Remise des offres électroniques :**

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs il est recommandé que le dernier dépôt contienne l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

## 4. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

### ■ Critères de sélection des candidats :

La vérification des conditions de participation sera effectuée dans les conditions prévues à l'article R2144-1 du Code de la commande publique. Les critères relatifs à la candidature et intervenants pour la sélection sont les **capacités techniques et professionnelles**.

Conformément à l'article R2144-3 du Code de la commande publique, la vérification des capacités peut être effectuée à tout moment de la procédure.

### ■ Critères de jugement des offres :

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Critère et pondération	Descriptif
<b>1. Prix (50 %)</b>	Le critère « Prix » sera évalué au regard du montant de la DPGF  Note = 50 x (montant de l'offre la moins disante / montant de l'offre du candidat noté)
<b>2. Valeur technique (50 %)</b>	Le critère « Valeur technique » sera évalué au regard des réponses apportées au cadre de réponse technique intégralement complété et valant offre technique du candidat
- Pertinence et qualité de la démarche d'insertion (30 pts)	
- Méthodologie, moyens matériels et outils de suivi mis en place dans le cadre de l'activité support (10 pts)	
- Qualité de l'organisation interne et de l'équipe dédiée, expérience du personnel encadrant (10 pts)	

#### Modalités de calcul des notes :

##### Notation du critère « prix » :

*Le critère « Prix » sera évalué au regard du montant de la DPGF*

*Note = 50 x (montant de l'offre la moins disante / montant de l'offre du candidat noté)*

Notation des autres critères : les éléments jugés se verront attribuer une note selon le barème suivant appliqué à la pondération la plus fine :

Très bon	100 % de la note maximum
Bon	80 % de la note maximum
Adéquat	60 % de la note maximum
Moyen	40 % de la note maximum
Insuffisant	20 % de la note maximum
Très insuffisant	5 % de la note maximum
Absence d'information ou médiocre	0

## Équité des notes des critères :

Afin de garantir l'équité entre les systèmes de notation du critère « prix » et des autres critères, la note du candidat le mieux notée sur chacun des autres critères sera ramenée à son maximum de points attribuables. Les notes des autres candidats seront recalculées de manière proportionnelle.

Exemple : note maximale = 50 (valeur technique)

Total note finale du candidat : [(note du candidat/meilleure note)\*50]

La note globale est l'addition des notes de l'ensemble des critères après application du critère d'équité ; les offres seront classées par le pouvoir adjudicateur selon la note globale ainsi obtenue.

Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :	
Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixées dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat.
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation et négociation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat malgré une éventuelle demande négociation.

### ■ Régularisation des offres :

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

### ■ Offres anormalement basses :

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

### ■ Auditions :

L'acheteur se réserve la possibilité de convoquer les 3 candidats les mieux classés à l'issue de l'analyse des offres initiale à une audition afin de présenter leurs propositions.

Les dates, horaires, adresses et modalités seront précisés dans la convocation qui leur sera adressée via le profil acheteur. Un procès-verbal sera établi à l'issue de l'audition ; celui-ci aura valeur contractuelle et sera annexé à l'offre technique du candidat retenu.

### ■ Négociations :

Les candidats sont invités à remettre d'emblée leur meilleure proposition. L'acheteur se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes :

Les négociations sont destinées à améliorer la performance technique et économique des offres initiales, pour permettre de les adapter et dimensionner parfaitement aux besoins de l'acheteur. Les négociations pourront porter sur les caractéristiques techniques et financières des offres, ou sur



certaines dispositions du cahier des charges. Elles ne pourront pas porter sur l'objet du contrat, ses caractéristiques substantielles ni les critères d'attribution.

Les négociations seront engagées avec les 3 candidats les mieux classés (sous réserve d'un nombre suffisant d'offres conformes) à l'issue de l'analyse des offres initiales. Les candidats en seront avisés par écrit.

Les négociations seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les négociations seront conduites via le profil acheteur ou entretien. Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. A l'achèvement des négociations, les offres négociées feront l'objet d'un dernier classement.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation.

#### ■ Documents à produire par l'attributaire :

Le candidat retenu ne saurait être désigné définitivement comme titulaire qu'à la condition de produire dans un délai imparti les documents justificatifs requis par l'acheteur et exigés par la réglementation :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	Acte d'engagement dûment signé
Attestation d'assurance	Les attestations d'assurances professionnelles de l'attributaire en cours de validité
Certificat de régularité fiscale	Attestation de moins de 6 mois délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales
Certificat de régularité sociale	Attestation de moins de 6 mois délivrée par l'URSSAF ou par d'autres organismes sociaux selon l'entreprise
Pouvoir de signature	Le cas échéant, délégation de signature prouvant la capacité du signataire à engager l'entreprise
Redressement judiciaire	Copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire
RIB	RIB
Travailleurs étrangers	La liste des travailleurs étrangers employés ou une attestation de non emploi
PV Comité social et économique	Le procès-verbal du Comité social et économique pour les sociétés de plus de 50 salariés

## 5. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://marches.megalisbretagne.bzh>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide.

#### ■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;

- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

Tribunal administratif de Rennes  
Hôtel de Bizien  
3 Contour de la Motte  
CS 44416  
35044 RENNES  
Téléphone : 02.23.21.28.28  
Courriel : [greffe.ta-rennes@jurdadm.fr](mailto:greffe.ta-rennes@jurdadm.fr)  
Télécopie : 02.99.63.56.84  
Site internet : <http://rennes.tribunal-administratif.fr>

**Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :**

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

**Communication aux tiers :** Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

**Droits d'accès, de rectification, de suppression :** Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur ou enfin, directement auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

**Durée de conservation des données personnelles :** Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)  
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)  
[Médiateur des entreprises](#)  
[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)